

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waals Parlement, 1235 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, openbare zitting van 30 januari 2019.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202546]

6 MAI 2019. — Décret portant des dispositions fiscales diverses (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications du Code des droits de succession*

Article 1^{er}. Dans l'article 21, alinéa 1^{er}, du Code des droits de succession, modifié en dernier lieu par le décret du 19 septembre 2013, le point III est remplacé par ce qui suit :

« III. Pour les instruments financiers admis à la négociation sur les marchés réglementés belges ou étrangers visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et les systèmes multilatéraux de négociation belges ou étrangers visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, de la même loi, selon leurs valeurs boursières.

Par valeur boursière, on entend le cours de clôture tel qu'établi sur la base de l'information des cours disponible dans la presse écrite spécialisée et/ou par le biais des sources numériques consultables spécialisées.

Les déclarants peuvent choisir entre la valeur boursière à la date du décès, la valeur boursière à la date d'un mois après le décès ou la valeur boursière à la date de deux mois après le décès.

Lorsqu'il n'y a pas de cotation à une de ces dates, c'est la valeur boursière du prochain jour où une cotation est à nouveau établie qui vaut. Si, à la date choisie, il y a une cotation pour certaines des valeurs à déclarer et pas pour d'autres, ces dernières valeurs doivent être déclarées selon les valeurs boursières du prochain jour où il y a une cotation.

Les déclarants ne peuvent choisir qu'une des dates précitées, qui vaudra pour toutes les valeurs délaissées. Les déclarants indiquent leur choix dans la déclaration, et y mentionnent également la source qu'ils ont consultée pour les valeurs boursières indiquées. ».

Art. 2. Dans l'article 21 du Code des droits de succession, modifié en dernier lieu par le décret du 19 septembre 2013, le point III^{bis} est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Art. 3. Dans l'article 92¹ du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les mots « aux articles 87 et 88 » sont remplacés par les mots « à l'article 88 et à l'article 3, alinéa 1^{er}, 7^o, a), de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ».

Art. 4. Dans l'article 133, alinéa 2, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} juin 2017, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) Si la donation a pour objet des instruments financiers admis à la négociation sur les marchés réglementés belges ou étrangers, tels que visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, et pour les systèmes multilatéraux de négociation belges ou étrangers, tels que visés à l'article 2, alinéa premier, 4^o, de la loi précitée, la base imposable est déterminée selon leurs valeurs boursières à la date du dernier jour du mois qui précède celui lors duquel a eu lieu la donation. Par valeur boursière, on entend le cours de clôture tel qu'établi sur la base de l'information des cours disponible dans la presse écrite spécialisée et/ou par le biais des sources numériques consultables spécialisées. Lorsqu'il n'y a pas de cote à cette date, c'est la valeur boursière du jour suivant auquel une cotation est à nouveau établie qui vaut. Lorsque, à la date du dernier jour du mois qui précède celui lors duquel a eu lieu la donation, il y a une cotation pour certaines valeurs données et pas pour d'autres, la base imposable de ces dernières valeurs est déterminée selon les valeurs boursières au prochain jour auquel il y a une cotation. ».

Art. 5. L'article 137 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux biens immobiliers faisant partie d'une donation d'entreprise ayant fait l'objet du droit réduit fixé à l'article 140^{bis}. ».

Art. 6. Dans l'article 212 du même Code, l'alinéa 3, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, est complété par les mots « , déterminée abstraction faite de la réduction prévue à l'article 46^{bis} ».

CHAPITRE III. — *Modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Art. 7. Dans l'article 97^{quinquies}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'alinéa 2, remplacé par le décret du 19 septembre 2013 et modifié par le décret du 21 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

“ Par dérogation au présent tableau le montant de l'éco-malus est égal à 0 euro :

- pour les véhicules qui sont mis en circulation depuis plus de trente ans et immatriculés sous l'une des plaques d'immatriculation visées à l'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules, et qui sont immatriculés sous la marque d'immatriculation spécifique prévue par l'article 4, § 3, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules;

- pour les véhicules dont le moteur est alimenté, partiellement ou totalement, au gaz naturel comprimé ».

Art. 8. Dans l'article 98, § 2, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La taxe est fixée uniformément à 61,50 euros pour les véhicules qui ont été immatriculés pendant quinze ans et plus. ».

Art. 9. Dans l'article 98, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, il est ajouté un dernier alinéa rédigé comme suit :

« La taxe est fixée uniformément à 61,50 euros pour les véhicules visés à l'article 94, 1^o, dont les émissions de CO² telles que définies à l'article 97^{ter}, alinéa 1^{er}, 1^o, sont égales à 0. ».

CHAPITRE IV. — *Modification du Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 10. Dans l'article 145²³, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 30 mars 1994 et remplacé par la loi du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 2 est abrogé;

2^o à l'alinéa 3, les mots « non plus » sont supprimés.

CHAPITRE V. — *Modification du décret de la Région wallonne du 1^{er} avril 1999 portant création de la S.A. de droit public SARSI*

Art. 11. Dans l'article 6 du décret du 1^{er} avril 1999 portant création de la S.A. de droit public SARSI, le second alinéa est remplacé par ce qui suit :

“ Le revenu cadastral des biens de la société est exonéré du précompte immobilier, pour autant que ces biens soient improductifs par eux-mêmes ou fassent l'objet d'une réaffectation. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 12. L'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est applicable en cas de revente, constatée par acte authentique, d'un bien immobilier entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016, lorsqu'il a été acquis par un acte ayant subi le droit fixé par l'article 44^{bis} du même Code tel qu'introduit par le décret du 17 décembre 2015.

La restitution visée à l'alinéa 1^{er} peut être demandée jusqu'au 31 décembre 2019.

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1^o l'article 3 produit ses effets au 1^{er} janvier 2019;

2^o l'article 5 produit ses effets au 3 septembre 2018;

3^o l'article 6 produit ses effets au 1^{er} janvier 2018;

4^o l'article 10 produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1320 (2018-2019) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 mai 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202546]

6. MAI 2019 — Dekret zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen des Erbschaftssteuergesetzbuches*

Artikel 1 - In Artikel 21 Absatz 1 des Erbschaftsteuergesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2013, wird Punkt III durch folgende Bestimmung ersetzt:

“III. Für die Finanzinstrumente, die auf den geregelten belgischen oder ausländischen Märkten gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 5 und 6 des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen, und den multilateralen belgischen oder ausländischen Handelssystemen gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Gesetzes zum Handel zugelassen werden, je nach ihrem jeweiligen Börsenwert.

Unter Börsenwert versteht man den Schlusskurs, sowie er auf der Grundlage der Kursinformationen festgelegt wird, die in der geschriebenen Fachpresse und/oder durch einsehbare digitale fachliche Informationsquellen verfügbar sind.

Die Anmelder können zwischen dem Börsenwert am Todesdatum, dem Börsenwert einen Monat nach dem Todesdatum oder dem Börsenwert zwei Monate nach dem Todesdatum wählen.

Wenn es an einem dieser Tage keine Notierung gibt, dann wird der Börsenwert am nächstfolgenden Tag, an dem eine Notierung stattfindet, berücksichtigt. Wenn es an dem gewählten Tag eine Notierung für einige der anzugebenden, jedoch nicht für andere Werte gibt, dann werden Letztere unter Berücksichtigung der Börsenwerte am nächstfolgenden Tag, an dem eine Notierung stattfindet, angegeben.

Die Anmelder können nur einen der vorgenannten Tage wählen, der für alle vernachlässigten Werte gelten wird. Die Anmelder geben ihre Wahl in der Anmeldung an, in der sie ebenfalls die für die angegebenen Börsenwerte berücksichtigte Quelle vermerken.“

Art. 2 - In Artikel 21 des Erbschaftsteuergesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2013, wird Punkt III^{bis} aufgehoben.

KAPITEL II — *Abänderungen des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches*

Art. 3 - In Artikel 92¹ des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 25. Dezember 2016, werden die Wörter “Artikel 87 und 88” durch die Wörter “Artikel 88 und Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 7 Buchstabe a des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen” ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 133 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. Juni 2017, wird Buchstabe a durch Folgendes ersetzt:

“a) Wenn die Schenkung Finanzinstrumente betrifft, die auf den geregelten belgischen oder ausländischen Märkten gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 5 und 6 des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen, und den multilateralen belgischen oder ausländischen Handelssystemen gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 4 des vorgenannten Gesetzes zum Handel zugelassen werden, dann wird die Besteuerungsgrundlage nach den Börsenwerten am letzten Tag des Monats vor demjenigen, an dem die Schenkung stattgefunden hat, festgelegt. Unter Börsenwert versteht man den Schlusskurs, sowie er auf der Grundlage der Kursinformationen festgelegt wird, die in der geschriebenen Fachpresse und/oder durch einsehbare digitale fachliche Informationsquellen verfügbar sind. Wenn es an diesem Tage keine Notierung gibt, dann wird der Börsenwert am nächstfolgenden Tag, an dem eine Notierung stattfindet, berücksichtigt. Wenn es am letzten Tag des Monats vor demjenigen, an dem die Schenkung stattgefunden hat, eine Notierung für bestimmte, jedoch nicht für andere Werte gibt, dann wird die Besteuerungsgrundlage für diese letztgenannten Werte unter Berücksichtigung der Börsenwerte am nächstfolgenden Tag, an dem eine Notierung stattfindet, angegeben.“

Art. 5 - Artikel 137 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2018, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Absatz 1 gilt nicht für die Immobilien, die Teil einer Unternehmensschenkung sind, die Gegenstand der verringerten Steuer nach Artikel 140^{bis} gewesen ist.“

Art. 6 - In Artikel 212 Absatz 3 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 28. Dezember 1992 zur Festlegung steuerrechtlicher, finanzieller und sonstiger Bestimmungen, werden nach den Wörtern “Steuer auf die Wiederverkaufsurkunde” die Wörter “, so wie sie abgesehen von der in Artikel 46^{bis} vorgesehenen Ermäßigung festgelegt wurde,” eingefügt.

KAPITEL III — *Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

Art. 7 - In Artikel 97^{quinquies} des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird Absatz 2, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Abweichend von vorliegender Tabelle ist der Betrag des Ökomalus gleich 0:

- für Fahrzeuge, die seit mehr als dreißig Jahren in Betrieb genommen worden sind und unter einem der Nummernschilder zugelassen sind, die in Artikel 4 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen erwähnt sind, und die unter dem in Artikel 4 § 3 des Ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen spezifischen Kennzeichen zugelassen sind;

- für Fahrzeuge, deren Motor teilweise oder ausschließlich mit Druck-Erdgas betrieben wird“.

Art. 8 - In Artikel 98 § 2 desselben Gesetzbuches wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Für Fahrzeuge, die während fünfzehn und mehr Jahren zugelassen worden sind, wird die Steuer einheitlich auf 61,50 Euro festgelegt.“

Art. 9 - In Artikel 98 § 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Für die in Artikel 94 Ziffer 1 genannten Fahrzeuge, deren CO²-Emissionen im Sinne von Artikel 97ter Absatz 1 Ziffer 1 gleich 0 sind, wird die Steuer einheitlich auf 61,50 Euro festgelegt.”.

KAPITEL IV — *Abänderung des Einkommensteuergesetzbuches 1992*

Art. 10 - Artikel 145²³ § 2 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, eingefügt durch das Gesetz vom 30. März 1994 und abgeändert durch das Gesetz vom 8. Mai 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 2 wird aufgehoben;

2° in Absatz 3 wird das Wort “auch” gestrichen.

KAPITEL V — *Abänderung des Dekrets der Wallonischen Region vom 1. April 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI*

Art. 11 - In Artikel 6 des Dekrets vom 1. April 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Das Katastereinkommen der Güter der Gesellschaft ist vom Immobilienvorabzug befreit, sofern diese Güter selbst kein Einkommen erzeugen oder Gegenstand einer Umnutzung sind.”.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 12 - Artikel 212 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch gilt bei einem durch authentische Urkunde festgestellten Wiederverkauf einer Immobilie zwischen dem 1. Januar 2016 und dem 31. Dezember 2016, wenn sie mittels einer Urkunde erworben wurde, auf welche die in Artikel 44bis desselben Gesetzbuches festgelegte, durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 eingeführte Gebühr auferlegt worden ist.

Die in Absatz 1 erwähnte Erstattung kann bis zum 31. Dezember 2019 beantragt werden.

Art. 13 - Das vorliegende Dekret tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Abweichend von Absatz 1

1° wird Artikel 3 am 1. Januar 2019 wirksam;

2° wird Artikel 5 am 3. September 2018 wirksam;

3° wird Artikel 6 am 1. Januar 2018 wirksam;

4° wird Artikel 10 ab dem Steuerjahr 2020 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen,
Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1320 (2018-2019) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 3. Mai 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202546]

6 MEI 2019. — Decreet houdende verscheidene fiscale bepalingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het Wetboek der successierechten*

Artikel 1. In artikel 21, lid 1, van het Wetboek der successierechten, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 september 2013, wordt punt III vervangen door hetgeen volgt :

“III. Voor financiële instrumenten die tot de verhandeling zijn toegelaten op Belgische of buitenlandse geregelende markten als vermeld in artikel 2, lid 1, 5° en 6°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en de Belgische of buitenlandse multilaterale handelsfaciliteiten bedoeld in artikel 2, lid 1, 4°, van dezelfde wet, volgens de beurswaarden ervan.

Onder beurswaarde wordt de slotkoers verstaan, zoals bepaald op basis van de koersinformatie, beschikbaar in de gespecialiseerde geschreven pers en/of middels gespecialiseerde elektronisch raadpleegbare bronnen.

De aangevers kunnen kiezen uit de beurswaarde op datum van overlijden, de beurswaarde op datum van één maand na het overlijden of de beurswaarde op datum van twee maanden na het overlijden.

Wanneer er op één van die data geen notering is, geldt de beurswaarde op de eerstvolgende dag waarop er opnieuw een beursnotering wordt vastgesteld. Indien er op de gekozen datum een beursnotering voorhanden is voor sommige aan te geven waarden, maar niet voor andere, dienen laatstbedoelde waarden te worden aangegeven volgens de beurswaarden van de eerstvolgende dag waarop er wel een beursnotering is.

De aangevers mogen slechts één van voornoemde data kiezen, die zal gelden voor al de nagelaten waarden. De aangevers geven hun keuze aan in de aangifte, waarin zij tevens de door hen geraadpleegde bron voor de opgegeven beurswaarden vermelden. ”.

Art. 2. In artikel 21 van het Wetboek van successierechten, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 september 2013, wordt punt IIIbis opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 3. In artikel 92¹ van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, laatst gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de woorden “in de artikelen 87 en 88” vervangen door de woorden “in artikel 88 en in artikel 3, lid 1, 7°, a), van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten”.

Art. 4. In artikel 133, lid 2, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, wordt littera a) vervangen door wat volgt :

“a) Als de gift financiële instrumenten als voorwerp heeft, toegelaten tot de verhandeling op Belgische of buitenlandse geregelende markten als vermeld in artikel 2, lid 1, 5° en 6°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten of buitenlandse multilaterale handelsfaciliteiten bedoeld in artikel 2, lid 1, 4°, van dezelfde wet, wordt de belastbare grondslag bepaald volgens de beurswaarden op de datum van de laatste dag van de maand voorafgaand aan de maand waarin de gift heeft plaatsgevonden. Onder beurswaarde wordt de slotkoers verstaan, zoals vastgesteld op grond van de informatie van de koerswaarden, te lezen in de gespecialiseerde geschreven pers en/of via raadpleegbare gespecialiseerde elektronische bronnen. Wanneer er op één van die data geen notering is, geldt de beurswaarde van de eerstvolgende dag waarop er opnieuw een beursnotering wordt vastgesteld. Wanneer er op datum van de laatste dag voorafgaand aan de dag waarop de gift heeft plaatsgevonden een notering is voor sommige gegeven waarden en niet voor andere, wordt de belastbare grondslag van laatstgenoemde waarden bepaald volgens de beurswaarden op de eerstvolgende dag waarop er wel een notering is.”.

Art. 5. Artikel 137 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 19 juli 2018, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“Lid 1 is niet van toepassing op de onroerende goederen die deel uitmaken van een gift van een onderneming die het voorwerp heeft uitgemaakt van het verminderd recht bepaald in artikel 140bis”.

Art. 6. In artikel 212 van hetzelfde Wetboek, wordt lid 3, vervangen door de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, aangevuld met de woorden “, bepaald afgezien van de vermindering bepaald in artikel 46bis”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 7. In artikel 97quinquies van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wordt het tweede lid, vervangen door het decreet van 19 september 2013 en gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, vervangen door hetgeen volgt :

“In afwijking van deze tabel, is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 0 euro :

- voor de voertuigen die sinds meer dan dertig jaar in het verkeer zijn gesteld en die ingeschreven zijn onder één van de kentekenplaten bedoeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, en die ingeschreven zijn onder de bijzondere kentekenplaat zoals bedoeld in artikel 4, § 3, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen;

- voor de voertuigen waarvan de motor geheel of gedeeltelijk door aardgas onder druk (CNG) aangedreven wordt”.

Art. 8. In artikel 98, § 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

“De belasting wordt eenvormig vastgesteld op 61,50 euro voor de voertuigen die gedurende vijftien jaar of langer ingeschreven zijn.”.

Art. 9. In artikel 98, § 2, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De belasting wordt eenvormig vastgesteld op 61,50 euro voor de voertuigen bedoeld in artikel 94, 1°, waarvan de CO²-emissies als bepaald in artikel 97ter, lid 1, 1°, gelijk zijn aan 0."

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 10. In artikel 145²³, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994 en vervangen door de wet van 8 mei 2014, worden volgende wijzigingen aangebracht :

2° het tweede lid wordt opgeheven.

5° in het derde lid wordt het woord "evenmin" vervangen door het woord "niet".

HOOFDSTUK V. — *Wijziging in het decreet van het Waals Gewest van 1 april 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke N.V. " SARSI "*

Art. 11. In artikel 6 van het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke N.V. " SARSI " wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt :

"Het kadastrale inkomen van de goederen van de vennootschap wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing voor zover die goederen zelf onproductief zijn of het voorwerp uitmaken van een herbestemming."

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Artikel 212 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten is van toepassing in geval van wederverkoop, vastgesteld bij authentieke akte, van een onroerend goed tussen 1 januari 2016 en 31 december 2016 wanneer het verworven is bij een akte waarvoor het recht, vastgesteld bij artikel 44bis van hetzelfde Wetboek zoals ingevoerd bij het decreet van 17 december 2015, is voldaan.

De teruggave bedoeld in lid 1 kan worden aangevraagd tot 31 december 2019.

Art. 13. Dit decreet treedt in werking tien dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van lid 1 :

1° heeft artikel 3 uitwerking op 1 januari 2019;

2° heeft artikel 5 uitwerking op 3 september 2018;

3° heeft artikel 6 uitwerking op 1 januari 2018;

4° heeft artikel 10 uitwerking vanaf het aanslagjaar 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1320 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare zitting van 3 mei 2019.

Bespreking.

Stemming

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12625]

16 MAI 2019. — Arrêté 2019/966 du Collège de la Commission communautaire française accordant à la Croix-Rouge de Belgique l'autorisation d'accepter une libéralité

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 6 janvier 2014, l'article 5, § 1^{er}, I ;